

## Research Article

### PLACE OF COTTON PRODUCTION IN MALI

<sup>1,\*</sup> Mohamed Atteyoub H. dit Modibo SIDIBE and <sup>2</sup>Mamadou CAMARA

<sup>1</sup>Enseignant – chercheur à la FSEG, mail : [atteyoub@gmail.com](mailto:atteyoub@gmail.com), Bamako – Mali.

<sup>2</sup>Enseignant – chercheur à la FSEG, mail : [mamadouc94@yahoo.fr](mailto:mamadouc94@yahoo.fr), Bamako – Mali.

Received 12<sup>th</sup> December 2021; Accepted 14<sup>th</sup> January 2022; Published online 20<sup>th</sup> February 2022

#### ABSTRACT

The Malian economy is based on agriculture and depends largely on export earnings from products such as cotton (nearly 12% of government revenue in 2013 according to Instat). The effects of socio-political instabilities, the conflict in the north, natural or human-induced hazards risk compromising the progress made until 2011 in improving the conditions for achieving the Sustainable Development Goals (SDGs). The purpose of this article is to take stock of the various factors that influence the cotton sector (production, marketing, local processing). As a methodological approach, we are inspired by the results of participatory surveys, which we carried out in (2014 and 2016) in the cotton production zones of Koutiala, Sikasso and San (the main actors of the communes are: farmers' organizations (PO) of cotton growers and CMDT), through sampling by saturation principle, reports from various organizations (National Institute of Statistics "Instat-Mali", Malian Textile Development Company "CMDT, 2016 to 2019", Ministry of agriculture, United Nations Development Program "UNDP, 2019" etc.), research work. In this paper, we analyze the strengths and weaknesses of cotton production in Mali, which constitutes the economic lifeblood of the agricultural sector. According to the 2019 report from the National Institute of Statistics, cotton cultivation employs around 70% of the working population. Various studies underline the importance of cotton cultivation and its influence on the economic dynamics of other sectors (Hugon, 2003; Benamou, 2005; Fok, 2005; Diakité, 2010; Keita et al., 2011; Balié, 2012; Camara, 2015). This allows us to identify the responsibilities of the different actors in the hope of improving the competitiveness of the sector.

**Keywords:** Mali, Production, Cotton Sector, competitiveness.

#### INTRODUCTION

Est-il besoin de rappeler que la filière cotonnière constitue une importante source de revenus et un puissant levier de lutte contre la pauvreté au Mali. Elle contribue largement à la création d'emplois et à la croissance économique dans de nombreux pays en développement. Cependant depuis le début des années 2000, la filière cotonnière malienne traverse une crise sans précédente : effritement progressif des services de recherche et d'appui, renchérissement des coûts des facteurs de production importés, distorsions du marché mondial provoquées par les subventions des pays riches comme les États-Unis, la Chine et ceux de l'Union Européenne à leurs producteurs, aléas climatiques divers, problèmes de fertilité des sols, fluctuation des cours sur le marché international. Ces difficultés ont eu pour conséquence un abandon massif de la production par des milliers de cotonculteurs maliens lors de la décennie 2000. En dépit des difficultés existantes, vu l'importance de la filière pour l'économie nationale, les crises récentes incitent à la recherche de nouvelles initiatives, qui permettent d'augmenter les rendements, condition indispensable pour maintenir la compétitivité et la durabilité du coton malien. Aujourd'hui, les producteurs, la Compagnie Malienne de Développement Textile (CMDT) et le gouvernement sont engagés dans la recherche et la promotion de ces voies et moyens indispensables pour la pérennisation des acquis de la filière. La consolidation de la compétitivité du coton constitue la problématique de notre étude. La recherche d'une amélioration constante de la qualité de la fibre de coton est donc une nécessité absolue. Mais cette qualité particulière de l'or blanc malien mérite de faire l'objet d'une promotion commerciale plus soutenue auprès de ses clients. Ce papier permet de faire une analyse approfondie, de la filière cotonnière du Mali en faisant un diagnostic sans complaisance

de ses faiblesses dans une première partie. La seconde porte sur l'analyse des facteurs de réussite émanant des différents acteurs de la filière.

#### MÉTHODOLOGIE

Notre approche méthodologique s'inspirait des résultats des enquêtes participatives, que nous avons menées en (2014 et 2016) dans les zones de production cotonnière de Koutiala, Sikasso et San (les principaux acteurs des communes sont : organisations paysannes (OP) de cotonculteurs et de la CMDT), à travers l'échantillonnage par principe de saturation, des rapports de divers organismes (Institut Nationale de la Statistique « Instat-Mali », Compagnie Malienne de Développement Textile « CMDT, 2016 à 2019 », Ministère de l'agriculture, Programme des Nations-Unies pour le Développement « PNUD, 2019 » etc.), des travaux de chercheurs. En optant pour une étude exploratoire, nous utilisons comme cadre d'analyse l'économie du développement, celle spatiale et la nouvelle économie géographique, pour consolider les analyses que nous effectuons sur le thème abordé. Pour mieux cerner notre problématique, nous avons collecté et exploité des données secondaires qui sont les rapports de divers organismes (l'Instat, 2019 et 2020, la CMDT, le Ministère de l'Agriculture (2020), le Programme des Nations-Unies pour le Développement « PNUD, 2020 »), des travaux de chercheurs (Camara, 2015; Bagayogo, 2013). Pour l'analyse des données, nous allons utiliser le cadre d'analyse de l'économie du développement, celle spatiale et la nouvelle économie géographique (2007), pour consolider les analyses que nous effectuons sur le thème abordé.

#### RÉSULTATS

L'analyse des difficultés de la filière cotonnière malienne

\*Corresponding Author: Mohamed Atteyoub H. dit Modibo SIDIBE, Enseignant – chercheur à la FSEG, Bamako – Mali.

L'existence de différents défis dont la filière coton doit faire face pour assurer sa rentabilité, qui est indispensable pour le maintien et le développement des activités est une réalité. Au Mali, il est indispensable de faire une promotion volontariste de la modernisation de l'agriculture familiale et de l'entreprise agricole pour favoriser l'émergence d'un secteur agro-industriel structuré, compétitif et intégré aux économies nationales et sous-régionales. La filière cotonnière, comme les autres filières du continent africain doit faire face à certaines difficultés et insuffisances, qui ralentissent son développement à long terme. Le renforcement de sa compétitivité passe par la diversification des activités, surtout celles génératrices de la valeur ajoutée. Selon (Diakitè, 2010), « les défis à relever pour préserver et continuer à développer durablement la production de coton au Mali sont nombreux et complexes, d'autant que les alternatives à cette culture de rente ne sont pas nombreuses et doivent s'envisager sur une longue durée ». Pour (Berti *et al.*, 2006), Outre des contraintes externes contre lesquelles il est difficile d'agir, telle l'évolution des cours internationaux, la concurrence des fibres synthétiques, ou qui demandent des efforts et négociations complexes pour des résultats encore difficiles à estimer, la filière cotonnière malienne devra relever de nombreux défis endogènes et exogènes que nous analysons de manière approfondie dans le point ci-après.

### L'analyse de l'impact des contraintes endogènes et exogènes

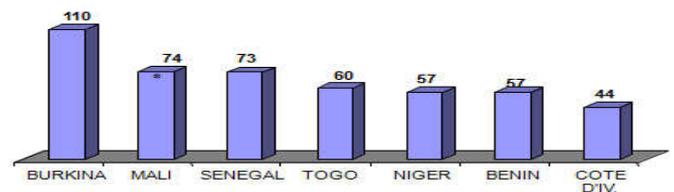
Les facteurs qui ont une influence considérable sur le développement de la filière cotonnière sont nombreux et engagent la responsabilité des différents acteurs (Paysans, CMDT, État).

### Les faiblesses attribuées à tous les acteurs de la filière

La non maîtrise des coûts de production est une source de difficulté pour les producteurs. Au Mali, nous avons remarqué à travers nos enquêtes de terrain (2014 et 2016), une stagnation des rendements dans un contexte de désorganisation des services de recherche et d'appui et l'augmentation des coûts des facteurs de production. Selon (Djimasa, 2009), « les coûts agricoles de production par hectare demeurent encore nettement inférieurs en Afrique, 395 United States Dollar (USD) par ha contre 617 USD en moyenne mondiale, cela est imputable à la place prépondérante occupée, par l'agriculture traditionnelle et de la faible mécanisation dans les différents pays africains. Cependant, cet avantage à l'hectare est anéanti lorsqu'on rapporte le coût à la production, du fait des rendements moins importants. Ainsi, le coût de production du coton africain ressort à 0,36 USD par kg de coton graine, contre 0,33 USD en moyenne mondiale ». Aussi, le faible niveau d'organisation des associations paysannes peut jouer défavorablement sur leur poids dans les instances de prise de décision. La crise que la filière cotonnière a connue, est le résultat de la mauvaise gestion et de l'inefficacité des différents acteurs. Parmi ces lacunes, le segment de la transformation fait partir des éléments qui posent le plus de contraintes à la promotion des produits. Il constitue l'une des difficultés majeures à une commercialisation réussie de produits finis ou semi-finis tant sur les marchés intérieurs que sur les marchés extérieurs. Cette transformation n'arrive souvent pas à prendre en compte de nombreuses caractéristiques du produit que les consommateurs finaux apprécient bien. Les produits de la filière coton au Mali sont surtout très peu valorisés en raison des coûts très élevés de l'énergie, de l'emballage et des faibles capacités nationales de stockage, de conservation et de transformation. La faiblesse du niveau de la compétitivité des unités industrielles locales de transformation de coton fibre et les co-produits de graine au Mali peut s'expliquer en partie par le coût très de l'énergie. Le prix moyen de l'électricité (d'environ 75 Francs de la Communauté Financière d'Afrique : FCFA/kWh en 2010) est 5 à 7 fois plus cher qu'au Ghana

et au Nigéria (Énergie du Mali-SA, 2012). Nous présentons à travers le graphique 1 les différents prix par pays au sein de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en 2010.

**Graphique 1 : le prix en FCFA du KWh d'électricité dans les pays de l'UEMOA en 2010.**



Source : UEMOA (Décembre 2011). Énergie Du Mali-SA (2012).

À travers le graphique 1, nous constatons que parmi tous les pays de l'UEMOA, les industriels maliens souffrent plus du coût élevé de l'électricité, à l'exception de ceux du Burkina-Faso, dont le prix du kWh était de 110 FCFA en 2010. Cette situation est déterminante dans le choix d'installation des unités industrielles des investisseurs venant d'autres pays ou continent.

### Les faiblesses tributaires de l'État

Dans un pays, un certain nombre rôle est réservé au gouvernement, dont l'existence peut être un facteur de réussite pour les acteurs. L'insuffisance des ressources humaines bien formées est une réalité dans la plupart des pays en développement. La situation en milieu rural est plus préoccupante au Mali, elle se caractérise par la faiblesse du niveau de scolarisation des populations, la faiblesse du système de formation et le manque de qualification et de professionnalisation de la majorité des producteurs et de leurs organisations. Une prise de conscience est nécessaire pour la prise en compte de la place non négligeable de la recherche et développement (R&D), pour la pérennisation de la production et le maintien de la place de leader que le pays avait momentanément perdu au profil du Burkina Faso. La faiblesse constatée au niveau de la recherche a provoqué la diffusion des mauvaises consignes dans certaines zones. Ainsi, selon (Balié J., 2012) : « Au niveau technique, le message unique de vulgarisation incluant les mêmes doses d'engrais sur des sols différents et des écotypes différents, les mêmes variétés conseillées dans toutes les zones de production, par exemple a été mis en cause. L'augmentation de la superficie cultivée en coton s'est peut-être faite sur des terres moins fertiles ou plus dégradées ». La déperdition des ressources humaine accentue la faiblesse constatée au niveau de la R&D malienne, elle s'explique par le fait que les ressources compétentes n'hésitent pas à s'expatrier pour la quête d'une meilleure rémunération, des meilleures conditions de travail pour certains etc. Les dysfonctionnements qui caractérisent le développement institutionnel du secteur rural et partant celui de la filière coton sont nombreux au Mali. Ce sont, la grande fragilité des structures créées, la lenteur dans la mise en œuvre du programme de transfert des fonctions et l'insuffisance des ressources matérielles, et financières disponibles pour soutenir une restructuration en perpétuel devenir. Cette situation peut résulter des insuffisances en matière de gestion des ressources disponibles, de planification et de suivi évaluation et de la faible capacité des différents opérateurs de la filière à trouver des solutions adéquates et durables aux contraintes qui se posent à eux. Très peu d'acteurs sont à même de se substituer à l'État malgré de conditions politiques et économiques jugées plutôt favorables au niveau national. En effet, pendant que la décentralisation et la mise en place des collectivités décentralisées sont aujourd'hui effectives, les capacités régionales et locales des organes élus sont encore très faibles et limitées en matière de planification et de prise de décision appropriée.

La corruption et l'impunité est un phénomène réel qui existe dans la société malienne à toutes les échelles, ce fléau bien enraciné dans les pays en développement est un handicap majeur, qui peut anéantir tout effort de développement et de progrès social. Pour (Elkhadi, 2006), « l'inobservation des règles commodes à un État de droit, le laxisme marquant la légalité des poursuites et la primauté de la loi, sont autant de facteurs qui favorisent l'expansion de la corruption et décrédibilisent toute tentative d'éradication de ce fléau. Ainsi, dans un contexte où l'impunité s'érige presque en règle de société, le recul de l'État est quasi patent, le fonctionnement de la société est mis en péril, il devient impérieux de chercher les remèdes d'ordre global à ce phénomène ».

### Les contraintes indépendantes de l'action des acteurs nationaux

Parmi les difficultés rencontrées par ce secteur stratégique de l'économie malienne, certaines sont non prévisibles et éventuellement non maîtrisables dans un pays où tous les besoins vitaux ne sont pas satisfaits. Au nombre de ces contraintes, nous avons les conditions climatiques aléatoires, qui peuvent constituer une source d'incertitude majeure pour la production du coton en tant que culture pluviale au Mali. Selon (Carter et al., 2010), « la plante est en effet très sensible aux quantités d'eau nécessaires à chaque stade de sa germination et floraison. Les pays du sud en majorité pauvres sont d'autant plus vulnérables aux risques climatiques qu'ils dépendent de l'agriculture ». La vulnérabilité des pays pauvres comme le Mali est plus amplifiée par l'insuffisance des infrastructures, la défaillance du système d'accompagnement des services publics etc. Les niveaux de la production et d'approvisionnement du marché local en graine de coton peuvent être fortement perturbés par les aléas climatiques dont les effets peuvent induire un déséquilibre significatif sur la capacité de production de la filière. Comme autre facteur exogène, la fluctuation de la monnaie est un obstacle majeur pour la filière coton malienne, car il n'existe pas de taux de change fixe entre l'euro et le dollar américain. Or dans la pratique, le FCFA est lié à l'euro par une parité fixe (1€ = 655,995 FCFA). L'existence d'un taux de change flottant entre l'euro et le dollar américain induit une instabilité entre ces deux monnaies. Il en résulte une menace que les producteurs de coton maliens peuvent subir lorsque la valeur de l'euro reste relativement élevée par rapport à celle du dollar, car le prix de vente du coton sur le marché international demeure libellé en dollar américain. Selon une étude du conseil d'analyse économique menée par (Didier M et al., 2008) : « depuis son lancement en 1999, l'euro a connu d'amples fluctuations : après s'être apprécié de 1,18 à 0,88 dollar entre janvier 1999 et octobre 2002, il s'est apprécié vigoureusement pour atteindre 1,60 dollar en juillet 2008. Ces évolutions semblent sans commune mesure avec celles des fondamentaux. Cela soulève évidemment des questions concernant le bon fonctionnement du marché et juste évaluation des taux de change. Cela suscite également des craintes pour les entreprises qui doivent à la fois gérer les fortes variations des taux de change et s'adapter au niveau durablement élevé de l'euro ». Un autre obstacle majeur exogène est le poids de la subvention des pays du nord sur la filière. Les subventions à l'exportation sont considérées comme des pratiques dumpings contraires aux règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Selon (Djimasra, 2009), « cette variable influence négativement le niveau des exportations. Car le niveau élevé des subventions fait baisser le prix mondial du coton qui se répercute directement sur les recettes à l'exportation ». Dans le domaine agricole, il existe une forte intervention publique dans les nations les plus développées, à commencer par les États-Unis et l'Union européenne (UE) et depuis les années 2000 de la Chine. « Les subventions aux producteurs sont l'instrument privilégié de ces nations ; elles ont pour effet d'évincer les pays peu développés des marchés

mondiaux, mais aussi de concurrencer très sévèrement les producteurs locaux sur leurs marchés nationaux » (Rainelli, 2009).

En tenant compte comme l'année de référence 2001, (Adjovi et al., 2004), ont mis en évidence un impact négatif des subventions octroyées par les États-Unis et l'Union européenne sur l'économie malienne. Les calculs effectués par ces auteurs donnent les résultats souvent :

- une baisse directe des recettes de 1,6% pour le trésor public ;
- une baisse de 1.8% du revenu global ;
- une élasticité de 0.3 entre les indicateurs de la pauvreté et le cours mondial ;
- une élasticité de 0.87 entre le revenu du coton et les indicateurs de la pauvreté.

(Djimasra, 2009) estime que « le Mali a perdu 43 millions de dollars à la suite des subventions américaines sur le coton en 2001 et en a reçu 37,7 millions de dollars d'aides américaines sur la même année, d'où une compensation insuffisante sur la période ». Dans le rapport 2010 du Comité Consultatif International pour le Coton (CCIC), on estime que la subvention diminue les prix de 10% (12,9% pour la Banque Mondiale), représentant un manque à gagner annuel de 147 millions de dollars US. La fin de la subvention des États-Unis engendra une augmentation des cours de 6 à 14 % en général et 6 à 19% pour les producteurs de coton au Mali et dans les autres pays producteurs de l'Afrique selon le même rapport.

### Les atouts de la filière cotonnière

La filière coton du Mali malgré sa situation de preneur de prix « pricetaker », possède des points forts. Le développement d'une filière cotonnière forte et efficace, est crucial pour lier les fonctions de production et de commercialisation et surmonter les grandes contraintes auxquelles sont confrontées, les petites et moyennes entreprises maliennes concernées directement ou indirectement de ses conséquences. La réussite engendrée à travers cette filière prouve que certains obstacles généralement évoqués par les entreprises locales comme l'enclavement du pays, sa vulnérabilité à des chocs extérieurs entre autres la fluctuation des cours de coton, les faiblesses au niveau de la gouvernance et des institutions, la qualification insuffisante du capital humain, le coût élevé des transports et des hydrocarbures, celui de l'énergie etc. peuvent être surmontés si tous les acteurs prennent au sérieux leurs responsabilités lors des différentes campagnes de production. Nous présentons dans les points ci-dessous l'apport des différents acteurs dans le développement de la filière cotonnière malienne.

### La contribution des producteurs dans l'amélioration de la situation

Les producteurs de coton ont une grande responsabilité dans le développement de la filière à travers une production de qualité. L'incorporation des techniques nouvelles permet une amélioration de productivité physique réelle, c'est-à-dire de rendement, par différence avec les gains issus en monnaie qui peuvent venir de simples évolutions de prix. L'adoption progressive de la culture irriguée du coton permet d'améliorer de façon significative la productivité, car celle-ci peut généralement atteindre plus de trois tonnes de coton-graine par hectare. Les hausses de productivité physique ont très souvent un impact significatif dans la diminution des coûts unitaires de production. La recherche & développement est généralement à l'origine des possibilités de changement des flux de connaissances techniques et technologiques dans le procès de production. Il est donc utile, dans le domaine agricole, de mettre l'accent sur l'innovation technique et technologique pour pouvoir bénéficier d'une grande rentabilité permettant d'assurer l'avenir de la filière concernée. Nous notons avec satisfaction les avancées dans le

domaine du renforcement des capacités des producteurs dans la gestion concertée de la filière. Selon les théoriciens de la croissance endogène comme (Becathini et Rullani, 1995; Granovetter, 1994; Lundvall, 1992), les acteurs locaux, producteurs, individus, acteurs institutionnels, institutions financières, doivent prendre en main leur destinée et trouver par eux même et conjointement, les solutions à leurs problèmes de développement. Pour (Grosheny, 2012), « l'ancrage territorial des projets se traduit par la prise en compte de la réalité sociale locale, des facteurs historiques, culturels, sociaux, des ressources matérielles, mais aussi des connaissances, savoirs et savoirs faire non transférable à d'autres espaces ». L'importance de la place des représentants locaux a été évoquée aussi par (Solagral, 2003), qui estime que « Le renforcement du pouvoir de négociation des organisations paysannes (OP) apparaît nécessaire aussi bien pour assurer une stabilisation qu'un niveau rémunérateur des prix ».

### L'apport des mesures adoptées par l'État

Le rôle des pouvoirs publics est indispensable dans tous les domaines de la vie socio-économique, en particulier celui constituant la base de l'économie concernée. Plusieurs stratégies sont utilisables pour assurer l'atteinte des objectifs. Parmi ces possibilités nous avons l'adhésion d'un ensemble intégré. Le partage d'un espace d'intégration économique qui accorde une bonne place à l'allocation optimale des ressources est un facteur encourageant le développement de la filière. Les bénéfices tirés de l'intégration sont conformes à la théorie classique du commerce international, aux différences en termes d'aptitude, de dotation factorielle, de choix des consommateurs ou de préférences collectives. Selon (Siroën, 1996), « l'intégration fait référence à une homogénéisation qui n'est pas seulement la conséquence mécanique de l'échange, comme le suggère, par exemple, le théorème d'égalisation du prix des facteurs, mais également le résultat d'une volonté d'effacer certaines de ces différences, notamment lorsqu'elles sont d'ordre réglementaire ou institutionnel ». L'intégration économique peut être une opportunité pour un pays de bénéficier des avantages nombreux à travers les investissements des entreprises implantées dans les autres pays membres et de la taille du marché de l'espace économique en commun. Ainsi le Mali, pourra bénéficier des externalités positives des espaces qu'il a adhéré comme l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDAO), si toutes les règles applicables sont respectées (libre circulation des biens produits dans les pays membres, suppression de toutes les barrières tarifaires, harmonisation de la fiscalité, etc.).

### L'apport des mesures adoptées par la CMDT

Le renforcement des dispositifs de contrôle existants permet d'améliorer la rentabilité de la filière. Le volet du contrôle concerne le fonctionnement des services de la CMDT. Nous entendons par contrôle un ensemble de dispositifs et de processus intentionnels ou pas qui oriente les comportements des acteurs dans une activité donnée. Dans la pratique, toutes les entreprises doivent faire face à certains nombres de risque dans leurs processus de fonctionnement (financières, environnementaux, accidents de travail etc.). Il est donc judicieux de pouvoir prendre des précautions pour identifier ces risques et préconiser des mécanismes appropriés par le biais des contrôles, dans le but de les éviter ou d'atténuer les effets. La restructuration de la filière a permis la mise en place des services de contrôle interne efficace et la multiplication des fréquences de contrôles des cabinets externes, condition non négligeable de fiabilité et de confiance indispensable pour toute initiative d'investissement de la part des acteurs privés nationaux et internationaux. Le contrôle peut significativement à travers ses périodicités, ses actions, ses

recommandations, rendre optimale l'exploitation des moyens mis en œuvre par l'entreprise, améliorer la minimisation des coûts en générant des bénéfices escomptés pour assurer le développement des activités.

### Le rôle joué par tous les acteurs du coton

Parmi les facteurs ayant un impact positif sur le renouveau de la filière, figure en bonne place la volonté politique à travers le nouvel environnement institutionnel du pays. L'idée que les institutions sont indispensables dans le développement harmonieux d'un pays a fait son chemin dans la littérature économique. Pour (North, 1995), les institutions doivent être considérées comme des « règles du jeu d'une société », qui structurent les interactions entre agents. De nos jours, le changement rapide des technologies agricoles, des spécialisations et du commerce international nécessite l'existence d'une série d'institutions proactives qui s'adaptent rapidement à des situations nouvelles. À charge des pouvoirs publics de recenser les besoins et déterminer quels doivent être les missions respectives du secteur public et privé et comment les deux peuvent être complémentaires. L'établissement d'un cadre de politiques générales stable et efficace pour encourager les investissements, dans l'amélioration de la productivité de l'agriculture et qui permet de faciliter les transformations structurelles nécessaires, était devenue indispensable au Mali.

## DISCUSSIONS

Vu l'importance du coton dans l'économie malienne, une gestion judicieuse de la filière était indispensable. Cette situation nécessitait un changement des pratiques managériales à travers la restructuration, car le développement accéléré et soutenu de l'agriculture est sans doute une stratégie clé du développement économique et de réduction de la pauvreté dans les pays dont l'agriculture constitue le principal secteur employeur. Or, l'environnement du marché international du coton est complexe et oblige l'adoption d'une stratégie de gestion saine et efficace des activités. Pour satisfaire cette exigence, la restructuration de la filière cotonnière était inévitable pour restaurer la rentabilité des opérations. Les réformes de la restructuration de la filière sont très avancées. Avec une telle situation, les investisseurs plébisciteront la destination des régions cotonnières pour bénéficier d'un climat d'investissement sécurisé, surtout avec l'entrée en vigueur officielle au Mali de la nouvelle loi agricole 2006. Les producteurs commencent à profiter des effets positifs des solutions envisagées. Le renouveau de la filière textile-coton au Mali est un des objectifs majeurs de la restructuration qui a tenu compte des dysfonctionnements passés et qui vise à assurer des revenus élevés et équitables à tous les maillons de la filière. Ainsi, cette filière pourra tenir son rôle de l'un des axes stratégiques que nous pouvons qualifier de levier de la croissance économique et sociale du pays. L'accroissement des capacités nationales de transformation est une solution durable contre la vulnérabilité de la filière. L'augmentation de la valeur ajoutée des exportations par la transformation d'une plus grande partie dans les pays exportateurs permet d'obtenir des revenus d'exportations plus élevés, mais aussi plus stables, les cours des produits transformés étant relativement moins instables que ceux des matières premières. L'une des meilleures manières de résister à des nouvelles chutes drastiques du prix mondial de coton, est d'intensifier l'accroissement des capacités de transformation de la fibre de coton à l'intérieur du pays. Une autre solution est de gagner en productivité et en compétitivité. Pour ce qui concerne les producteurs, cela devrait se traduire par un accroissement de la production à coût de production égal ou réduit, à travers une utilisation efficace et efficiente des intrants et à risque financier faible. Ici, nous mettons

l'accent sur le premier volet à savoir l'amélioration significative des capacités de transformation nationale de la fibre de coton. Cette situation engendre une plus grande création de la valeur ajoutée et elle est moins exposée à la fluctuation des cours des matières premières sur le marché international. Nous estimons que le développement de la culture de coton peut encourager l'implantation des unités industrielles textiles avec l'espoir d'avoir un coton bon marché, car minimisant les coûts de transport et bénéficiant d'un produit de qualité irréprochable. Le développement des productions de niche est une opportunité qui pourra pousser les producteurs à améliorer sensiblement la quantité de coton produit au niveau national et permet à la CMDT de satisfaire une demande de plus en plus variée au niveau international. En effets, outre l'effort global pour améliorer la qualité de la production, le développement de productions de niche avec des spécifications propres et destinés à des clients ou des marchés particuliers (coton biologique, coton équitable, coton bio-équitable, coton garanti sans contamination) permettra d'améliorer la valorisation. La pérennisation de l'organisation des festivals peut promouvoir aussi la valorisation du coton et la participation des artisans maliens valorisant le coton dans les foires internationales. La redynamisation du secteur des co-produits est un domaine clé, pour la création des milliers d'emploi localement et de la valeur ajoutée, indispensable pour tout développement durable dans un territoire. Le secteur des co-produits est en pleine développement au Mali, nous avons assisté ces dernières années à la création d'un nombre impressionnant d'unité de trituration de la graine de coton pour la production des huiles, des tourteaux et aliments bétails (plus de quarante en 2013 selon le ministère du commerce). Nous avons aussi constaté sur le terrain que les mêmes déchets sont valorisés et rentabilisés (pates blanches et noires), issus du raffinage des huiles de friture dans les unités de trituration sont vendus localement et servent à fabriquer du savon. Cette activité est une opportunité pour des milliers de femmes issues des milieux défavorisés de faire un travail capable de leur apporter un gain régulier et vital. Le savon produit est vendu localement à un prix abordable, pour les ménages modestes et génère un revenu qui permet à ces femmes de participer activement à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Autre facteur assurant la pérennisation de la filière est la prise en compte du rôle indispensable de la recherche et développement et de l'innovation dans l'augmentation de la productivité et des rendements. Tous les acteurs (Paysans, CMDT, État) sont conscients et unanimes que pour se maintenir parmi les grands producteurs de coton en Afrique, qu'il faut réserver une place importante à cette fonction stratégique dans leur plan de relance de la production. Lors de ses travaux sur l'analyse des incitations et pénalisations pour le coton au Mali, (Balié J., 2012) souligne, que les politiques incitatives permettent d'améliorer la performance des producteurs. Les pouvoirs publics doivent donner l'exemple en investissant massivement dans le domaine de la formation des ressources humaines, à travers la mise en place d'institut de formation qui pourront former la main d'œuvre dont l'économie a plus besoin pour se développer. L'adoption de certaines mesures permettant une grande implication des travailleurs dans la réalisation des objectifs comme l'intéressement et l'actionnariat salarié par la CMDT, va dans le sens du développement de la filière. L'intéressement est un régime facultatif permettant aux groupes d'entreprises ou aux entreprises de prévoir une prime au bénéfice de leurs salariés en fonction des résultats de l'entreprise ou du groupe. Cet encouragement ne peut pas être substitué à un élément du salaire des employés le bénéficiant. L'intéressement fait l'objet d'un accord entre l'entreprise et les salariés ou leurs représentants. Cet accord fixe notamment la formule de calcul et les modalités de répartition. Pour (Fakhfakh, 1994), la majorité des travaux porte sur les effets de productivité résultant de l'adoption de

cette pratique. (Fitzroy et Kraft, 1987) ont testé empiriquement l'influence de l'intéressement sur la productivité des entreprises allemandes. En pratiquant la théorie de la coopération, les auteurs ont obtenu comme principal résultat que les incitations collectives même petites soient elles, ont un impact positif sur la coopération entre les employés et la productivité. Pour ce qui concerne l'actionnariat salarié ou l'épargne salariale qui est un ensemble de dispositifs dont l'objectif est d'associer les salariés aux résultats de leur entreprise et de favoriser l'épargne collective et le développement des investissements des entreprises. Distincte du salaire, modalité de reconnaissance du travail fourni et élément de motivation, la participation financière fait le plus souvent partie de la politique de rémunération globale de l'entreprise. Les effets positifs relèvent du fait qu'en plus de leur caractère à motiver les travailleurs à plus d'effort, à mieux coopérer, et même à diminuer leur départ volontaire, l'intéressement et l'actionnariat salarié sont des mécanismes qui permettent de baisser les conflits et leurs intensités dans l'entreprise et d'assurer la quiétude dans l'environnement du travail.

## CONCLUSION

L'agriculture est sans contestation la principale source de revenus et d'emplois en milieu rural dans les pays pauvres comme le Mali, elle constitue le principal employeur si nous tenons compte de tous les autres secteurs économiques. Dans le système économique libéral, l'intervention de l'État doit être rare, mais lorsque le secteur en question constitue une importance capitale pour l'économie du pays, la vigilance des pouvoirs publics peut être indispensable, pour éviter les difficultés pouvant influencer négativement l'essor du domaine concerné. Toute stratégie de développement doit mettre l'accent sur la mobilisation des efforts de tous les acteurs qui participent à la vie économique, que ce soient les entreprises ou les institutions publiques et privées. Le développement d'une croissance soutenue et durable dans le temps passe par la création des unités compétitives et intégrées. La qualité de l'infrastructure économique (ressources humaines, accès au capital et à la technologie, environnement réglementaire et juridique, infrastructure physique, etc.) est un élément clé de la compétitivité de ces unités. L'accent doit être mis sur la formation des producteurs, dans le but de leur faire adopter les techniques modernes de culture et d'utilisation des intrants (engrais et pesticides), dans les conditions efficaces et efficientes. Nous reconnaissons que certaines faiblesses ne peuvent être corrigées qu'à moyen et long terme, notamment en raison des coûts, des investissements colossaux nécessaires. La production du coton est un pilier clé du processus de développement du monde rural. Le coton a un rôle d'épine dorsale économique et sociale. Sa production a accéléré le désenclavement des localités reculées via l'élaboration de pistes qui facilite le transport du coton des champs vers les usines d'égrenages. Les revenus générés de la vente du coton a permis l'amélioration des conditions de vie des paysans producteurs à travers un meilleur accès aux biens d'équipements et de consommation et l'établissement de centres d'alphabétisation et de santé. L'analyse des faiblesses et les atouts permettent la mise en place d'une stratégie intégrée qui vise à consolider les acquis et l'orientation de la filière cotonnière. Cela renforcera les capacités du secteur agricole malien, de jouer son rôle catalyseur, de levier de croissance et de réduction de la pauvreté qui affecte la moitié de sa population. Les solutions spécifiques à la filière cotonnière devront ressortir d'évaluations périodiques, pour s'assurer si les objectifs visés ont été réalisés ou pas.

**BIBLIOGRAPHIE**

- ADJOVI E, WETTA. C et SANOGO O. (2004) : « *Cotons d'Afrique face aux subventions mondiales* », Bénin, Burkina Faso et Mali. Réseau d'Expertise des Politiques Agricoles (REPA).
- BERTI F, HOF S J-L, ZAGBAI H-S et LEBAILLY P. (2006), «Le coton dans le monde, place du coton africain et principaux enjeux», *Biotechnol. Agron.* 12-13 p.
- Balié J., (2012) *Analyse des incitations et pénalisations pour le coton au Mali*. Série notes techniques de la cellule du Suivi des politiques agricoles et alimentaire en Afrique (SPAAA), FAO, Rome, 9 p.
- DE BOCK O, CARTER. M, GUIRKINGER. C, LAAJAJ R. (2010). Etude de faisabilité : quels mécanismes de micro-assurance privilégiés pour les producteurs de coton au Mali ? 17 p. Centre de recherche en économie du développement.
- Camara M (2015), Atouts et limites de la filière coton au Mali, Thèse de doctorat en Sciences Économiques, Université de Toulon (France).
- Diakité L. (2010) La prise en compte des co-produits du coton dans le mécanisme de fixation du prix de coton graine au Mali, rapport final, USAID, WACIP, Bamako, Mali, 25p.
- DIDIER M, BENASSY-QUERE A, BRANSBOURG G et HENRIOT A. (2008) Politique de change de l'euro, La Documentation française. Paris, 7 p.
- DJIMASRA N. (2009) l'efficacité technique, productivité et compétitivité des principaux pays producteurs de coton, Thèse en économie, LEO, 4-5 p.
- Elkhadi Y. (2006) Lutte contre la corruption et la moralisation de la vie publique au Maroc, Master en administration publique, ENA Paris, 4 p.
- FAKHFAKH F (1994) : Partage du profit et productivité des entreprises. Une étude économétrique sur de grandes entreprises françaises. Thèse de doctorat, Université Paris 2.
- FITZORY F and KRAFT K. (1987), Cooperation, productivity and profit sharing, *Quarterly journal of Economics*, Feb 1987, 23-35 p.
- GROSHENY B. (2012), Microfinance et Ancrage Territorial : une Revue de la Littérature, *Cahiers du CEREN* 33, 40-55 p.
- HOF S J-L et BERTI F. (2006) Les cotonniers (*Gossypium hirsutum* L.) génétiquement modifiés, Bt : quel avenir pour la petite agriculture familiale en Afrique francophone ? *Biotechnol. Agron. Soc. Environ.* 2006 10 (4), 338 p.
- RAINELLI M. (2009) Le Commerce international, La Découverte, « Repères », 39 p.
- SIROEN J-M. (1996) L'intégration entre pays inégalement développés dans la régionalisation de l'économie mondiale. Une analyse comparative, Institut Orléanais de Finance, 5 p.
- SOLAGRAL (2003), La politique agricole de l'UEMOA : aspects politiques et institutionnels, version provisoire. 70 p.

\*\*\*\*\*